

30 Juin & 1er Juillet 2007

COLLECTIF NATIONAL

DEMOS MENACÉE... UNEF EN DANGER ...

En Mars dernier au congrès, la direction de l'UNEF décida de ne pas pourvoir les postes de démos « dans l'attente d'un ' ' accord entre ses membres ' ' . »

Après un congrès se voulant être celui de l'ouverture, de l'unité, et toujours fort attaché à son indépendance syndicale, la direction majoritaire n'a pas daigné attendre plus de 15 jours pour revenir à des méthodes malheureusement assez anciennes. C'est dans l'opacité d'un bureau national, dont étaient absents la grande majorité des membres de tendances d'oppositions au bn que la direction de l'UNEF, à fait élire, sur proposition directe de sa tendance majo- majoritaire, des individus non choisis par démos pour représenter au bureau national notre sensibilité. Cette nomination s'est faite sans même que nous en soyons avertis, alors même que, et dans le dos des militants de démos, ces individus étaient déjà invités au bureau national précédent, au nom de démos...

C'est lors de ce collectif national que seront officiellement votés par les cadres dirigeants, les nouveaux membres du bureau national. A la fin de ce CN, l'UNEF aura le choix de confirmer sa posture autoritaire, prise en bureau national. L'UNEF peut aussi corriger son erreur en ne confirmant pas à ce CN sa position, et en reconnaissant enfin notre sensibilité, comme cela fut le cas jusqu'au congrès.

Bien que profondément déçus par ce qui trop souvent, porte un frein à toute possibilité de faire de l'UNEF, enfin, la grande UNEF, nous sommes très attachés à cette majorité avec laquelle nous avons pourtant reconstruit dès 1994, une UNEF démocratique et indépendante.

C'est donc avec force mais la main tendue que nous appelons notre direction à se ressaisir et à redonner à démos et à ses militants, leur place légitime au sein de l'UNEF et de ses instances.



Edito

Par Nathalie BEAUVAL,
responsable de la sensibilité Démon



Alors que depuis cinq ans, la France sociale s'est mobilisée comme jamais, c'est finalement la droite qui est repassée, avec à sa tête celui qui pourtant semblait représenter l'alliance parfaite de tout ce contre quoi nous nous sommes battus. Le 6 Mai pourtant, un an après le mouvement du CPE qui avait mobilisé plus de 2 millions de personnes dans la rue, c'est finalement Sarkozy, qui a été élu. Curieux comme parfois, l'Histoire fait les choses...

Alors que les attentes de la jeunesse et des étudiants en particulier ont été clairement exposées, le gouvernement fait mine d'ambition en se contentant de nous proposer une resucée de réforme d'autonomie.

En effet plus connue sous le nom de « modernisation » en 2003, sous le nom de "loi Devaquet" en 1986, tout aussi régulièrement, les étudiants n'ont jamais voulu de ces lois faisant passer la casse de l'accès démocratisé à l'université pour de l'autonomie, ou de la modernité. D'ailleurs, à bien y regarder finalement, les rythmes selon lesquels furent imposés aux étudiants puis retiré le projet de loi Devaquet, semblent finalement assez proche de ceux laissés aujourd'hui par le ministère. Le gouvernement a bien courte mémoire en pensant nous faire avaler une réforme d'autonomie des Universités, croyant pouvoir profiter des vacances.

Cette année encore, comme chaque année, sans doute depuis plus de vingt ans, nous nous demanderons comment faire pour élargir notre nombre d'adhérents, n'ayant pas réussi suite au mouvement CPE, susciter une vague d'engagement à la hauteur de celle que nous attendions.

Pouvons nous encore raisonnablement nous contenter de nous poser éternellement les mêmes questions, sans jamais réellement chercher à y répondre? Que voulons nous au fond pour l'UNEF, pour la Jeunesse, pour le syndicalisme étudiant? Devons nous accepter d'être témoins passifs d'une Histoire qui se répète, avec ses failles, ses erreurs?

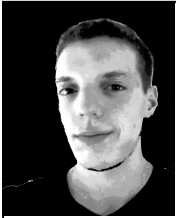
Il est venu le temps des bilans. L'UNEF gardera une portée limitée tant qu'elle refusera de se poser les bonnes questions, notamment sur son fonctionnement, son mode de recrutement militant, ses méthodes.

Lors du mouvement Devaquet, l'UNEF ID, après une mise en route un peu longue, jugea finalement la riposte à cette loi indispensable par le mouvement. Là aussi, sachons nous souvenir de l'Histoire pour ne pas perdre une minute de plus sur la marche à suivre contre cette nouvelle loi d'autonomie. Profitons du mouvement qui se profile inéluctablement pour mettre en applications les changements, dans notre façon de construire le syndicalisme, que nous jugeons indispensable.

Forts de l'Histoire, nous ne serons pas la première génération à accepter les bras croisés l'autonomie des Universités.

Bien plus que l'essentiel, sauvons le fondamental.

Une seule solution donc : GREVE GENERALE!!



La Laïcité. Une idée toujours neuve. Un principe indéformable.

Modernité, renouvellement, rénovation, réformes, les « grandes idées » du XXIème siècle propulsées par les média d'aujourd'hui dénoncent en bloc l'échec du modèle républicain français. Ce système aurait échoué en ce qui concerne l'intégration sociale, la représentation diversifiée, la mixité sociale... et il imposerait en retour de le moderniser, c'est à dire selon eux faire en sorte de faire de la place à certaine personnalité issue de l'immigration sans parler officiellement de quotas ethniques mais les intentions sont les mêmes. On pourrait parler tout aussi bien des services publics qu'il faut « moderniser », là encore il s'agit plus souvent d'une privatisation rampante plus qu'une défense effective de ces derniers. La laïcité est aujourd'hui soumise au même exercice de contorsion. Tout le monde ou presque se revendique de la laïcité. On en arriverait presque à croire que la laïcité est une idée défendu par tous. Mais est ce la même « laïcité » qui est défendu ? On parle en effet désormais de « laïcité moderne », de « laïcité ouverte », qu'en est il réellement ?

Laïcité du latin *laos*, qui signifie indivisible. Dans les fait la laïcité est l'aboutissement de la séparation de l'Etat avec les églises. En terme cela signifie que l'Etat ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte. Cela signifie aussi que dans les lieu Publiques les signes religieux ostentatoires n'ont pas leur place. De même, les agents de l'état en exercice ne doivent pas manifester leur appartenance religieuse.

Pourtant depuis peu on assiste à une remise en question de l'ensemble de ces principes au nom d'un certain humanisme, ou des libertés individuelles... Il est demandé à ce que l'Etat subventionne les lieux de culte au nom de l'équité vis à vis des lieux historiques qui appartiennent au patrimoine national, on demande à pouvoir porter des signes religieux ostentatoires au nom des libertés individuelles et des libertés de culte, on demande et on approuve le fait que les « représentants » des communautés religieuses s'organisent ou soient organisés et reçus par l'Etat au nom du « dialogue social »...

En somme après cela peut on encore parler de laïcité ? Avec ces nouvelles règles la République serait elle devenue un Etat multi-confessionnel ? Ce serait ça le relooking de la laïcité. Certains affirmerait préserver la laïcité de cette façon. Ce serait une nouvelle manière de l'adapter à notre temps. Vu sous cet angle et avec la facilité dont on ringardise certaines idées républicaine aujourd'hui, la laïcité ne se réduirait plus qu'à rechercher un traitement équitable aux divers cultes, qui verraient ainsi leur liberté d'expression publique et de lobbying s'accroîtraient considérablement. Malgré cela avec ce nouveau modèle c'est la porte ouverte au communautarisme. Le risque à la clef ? Que chacun se sente incité à appartenir à une communauté religieuse pour se sentir écouté. En passant par ces intermédiaire ce serait ainsi une nouvelle façon de vouloir briser la démocratie

En somme actuellement le modèle républicain est le seul qui garantisse à tous l'égalité en matière de droits et de devoirs sans contrevenir à la liberté individuelle. La religion est une affaire privée, et doit rester en dehors du champs publique. La laïcité ne serait être qu'une idées toujours neuve pourvu qu'elle soit le principe universel qui ramènent les citoyens sur le même plan et non une notion floue qui chercherait à placer plus ou moins sur le même pied les religion dans les institutions. En somme ce n'est pas la première fois qu'un principe est détourné. Aujourd'hui en France, tout le monde ou presque se réclame républicain, tout le monde ou presque se réclame pour la justice. Tout comme à l'UNEF, tout le monde ou presque se réclame de l'indépendance syndicale.



Projet de loi d'autonomie des Universités : pas de compromis possible!



Le gouvernement l'avait annoncé, la réforme des Universités aura lieu.

Et il n'a pas menti.

Ce texte, préparé sans aucune concertation depuis bien longtemps mais transmis tardivement pour éviter toute mobilisation, est bien plus inquiétant que ce à quoi nous pouvions nous attendre.

Figurant la sélection et achevant le caractère national des diplômes, chaque Université sera désormais libre de sélectionner ses étudiants en second cycle après décision de son Conseil d'Administration par simple prochain décret.

De même, chaque Université aura une amplitude complète quant à l'organisation des Modalité de Contrôle des Connaissances, pouvant réintroduire librement les notes éliminatoires, le principe de double moyenne, supprimant la compensation.

Avec un CA composé de 20 membres dont la moitié de personnalités extérieures, seulement trois étudiants et une vraie percée des partenaires privés (introduction des représentants des entreprises dans les instances des universités), s'inscrivant dans cette logique de privatisation des Universités, la démocratie se retrouve mise à mal jusqu'au niveau du président qui en plus de devenir un souverain maître en son royaume pourra être élu hors de la communauté universitaire.

Sur le financement, il semble que l'Etat soit définitivement marqué par la privatisation des moyens, avec l'entrée impérieuse des entreprises et de la région dans les CA, nul besoin de dire que ces derniers devront abreuver les finances de l'Université qui seront désormais entièrement fongibles avec un tronc commun entre pédagogie et recherche, ce qui obligera les établissements à faire des études de rentabilité afin de déterminer quelles filières d'enseignement ou de recherche sont les plus rentables, fermant les formations trop pesantes financièrement ou celles dont les résultats ne sont pas valorisables.

Ce projet de loi n'est donc pas une mesurette mais bel et bien l'esquisse d'une politique plus large, visant à détruire tous nos acquis. Cette loi, si elle est appliquée, marquera définitivement un coup d'arrêt à la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Si des compromis sont nécessaires, ils ne le sont que pour le gouvernement. L'UNEF elle, forte de sa mobilisation victorieuse sur le CPE, n'a rien à craindre d'une mobilisation.

Depuis la première loi d'autonomie, des milliers d'étudiants sont descendus dans la rue pour exprimer leur refus de toute autonomisation des universités. Pouvons nous raisonnablement accepter, par une incapacité de notre part à réagir, voir ses années de mobilisation réduites à néant?

Dès le départ, en choisissant de faire passer la loi en force, le gouvernement s'est coupé de toute possibilité de discussion. Cette loi ne remets pas non seulement en cause une partie du système universitaire, mais la totalité de son modèle en ce qu'il a d'accessible et de démocratique.

Ce n'est donc pas seulement l'essentiel qu'il faut sauver, mais bel et bien les fondamentaux.

DEVAQUET, 20 ANS APRÈS, PECRESSE, SI TU SAVAIS...

PARCOURS TYPE D'UNE REFORME D'AUTONOMIE, EN QUELQUES DATES :

Mars 1986 :

La droite prend le gouvernement

11 Juillet :

Le projet est adopté en conseil des ministres

Automne 1986 :

Le texte est examiné au parlement

Début novembre :

Les facs commencent à se mettre en grève

Le 22 Novembre :

L'UNEF-ID lance les Etats généraux du mouvement

Le 23 Novembre :

Une première mobilisation nationale rassemble plus de 200 000 personnes

8 Décembre :

Le retrait de la loi est prononcée par Chirac

**8 Décembre bis :
Devaquet démissionne**



Welcome in France, Bienvenue en France!Ou presque.

Le Français est depuis longtemps considéré comme une des plus belles, des plus difficiles et intéressantes langues de ce monde. En toute logique donc des gens d'un peu partout (désignés maintenant comme « étrangers » ou « immigrés ») décident d'apprendre notre beau langage, patrimoine culturel au même titre que les monuments, afin de venir étudier en France.

Ces étudiants qui n'ont pour seul problème dans la vie que leur nationalité défaillante (aux yeux de la loi et du gouvernement français), font donc des pieds et des mains pour venir nous rejoindre, afin de s'améliorer en Français mais aussi d'étudier leur discipline majeure dans un autre contexte.

Mais la décision prise, « y a plus qu'à », comme on dit... Non, en bon Français on dit « montre moi d'abord tes papiers, tes semelles et tes vaccins ».

Tout se complique vraiment quand on se rend compte qu'avant de pouvoir profiter des réjouissances de la vie étudiante française, il faut d'abord obtenir un visa... Lequel ne vous sera souvent délivré par les ambassades françaises qu'à condition de pouvoir justifier d'un bon niveau de français. Lorsque logiquement vous faites le choix de partir étudier en France afin notamment entre autres, d'améliorer votre niveau dans cette langue...Etrange paradoxe donc (mais sans doute pas aussi grand que celui, d'un point de vue économique, d'un pays capitaliste faisant le choix de rejeter des consommateurs potentiels!)

Malgré les décrets Sarkozy obtenus en début d'année, les conditions d'entrée en France (y compris en tant qu'étudiant) n'ont cessé de se dégrader et les pièces à fournir actuellement demandées sont de plus en plus nombreuses et incohérentes. Dans certains consulats la tendance serait même à dire que « l'idéal pour venir étudier le Français en France c'est d'abord de passer un diplôme par le biais d'une Alliance Française à l'étranger », dans ce cas, quel avenir pour l'enseignement du Français comme langue étrangère ? Des cours de soutien pour petits étudiants français ?!...

La diversité culturelle des étudiants fait aussi la force de nos études par l'ouverture que cette mixité nous donne (rendons hommage à nos grandioses soirées Erasmus, à l'origine de biens des rencontres entre nos jeunes européennes... et plus si affinités...).De plus, à l'heure où l'on se plaint d'un faible rayonnement international des Universités françaises et de notre Recherche, il serait peut être bon de réagir et de se battre afin que chacun puisse venir apprendre et échanger dans notre beaaaaau pays au contact de notre beeeeeeelle culture et dans la langue des plus grands auteurs des Lumières, ceux-là même qui sont la source des valeurs de notre pays, **n'en déplaise à Monsieur Sarkozy.**

Julien,



Paris XVI Exelmans, école de marketing et communication.

les brèves de Démos...



« Je me presse de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer. »...

-Beaumarchais-

Les élections du CNESER sans soucis...

L'UNEF a fait le plein de voix pour la future élection au CNESER, à tel point qu'une lettre, selon le nouveau Président de l'Université de Rouen, lui aurait été adressée, dans laquelle la direction de l'UNEF renierait 10 de ses élus! On a dit : l'UNEF appartient à ses adhérents, de là à ce qu'elle appartienne aussi à ses élus, faut pas déconner quand même!

Pendant ce temps, au Bureau National...

Si l'ensemble des représentants des tendances minoritaires sont d'habitude proposés par leur propre tendance, il n'en a pas été de même pour Démos. En effet, pour notre sensibilité, ses représentants auprès du BN n'ont pas été élus par nos militants mais nommés par le bureau national.

Trouvant nous même le jeu finalement assez drôle, nous proposons qu'au prochain BN soient nommés : Marianne Mugnier pour la TRS Annie Gouba pour la TUUD Et même pourquoi pas Frédéric Vigouroux à la présidence de notre organisation de jeunesse!

Je m'voyais déjà...

Rachida Dati doit être bien déçue. Elle n'a pas eu ce ministère qu'elle convoitait tant. Fort intéressée par un poste de "ministre de la karchérisation", la pauvre

magistrate, n'a eu droit qu'au ministère de la justice...

Et pendant ce temps, à la mutuelle...

Qui a dit qu'agir « à l'insu de son plein gré » n'avait aucun sens! Alors que l'AG de la LMDE se réunissait à la Cité Internationale, ses élus restaient tranquillement chez eux.

En effet, quelle ne fût pas la déception d'un de nos élus, lorsqu'il appris qu'il avait été re - domicilié chez son pire ennemi?

Le malheureux a beau chercher, il ne parvient pas à se souvenir d'un quelque moment d'inattention. Il a beau réfléchir et réfléchir encore, il ne souvient pas non plus avoir donné procuration à l'AG de la LMDE.

Mais, à l'insu de son plein gré, l'aurait il fait?...

Démocratie, quand tu nous tiens toujours...

Rouen, A.G.E pilote, a expérimenté « le fichier public » des adhérents.

Désormais, il devrait être possible de demander au BN la transmission du fichier d'AGE dans le dos du président ou tout autre membre du bureau, y compris du suivi d'AGE.

Faites passer l'info !

Devinette :

Pris d'une révélation lors de ma rencontre avec Rachida Dati, je compte bien être ministre de

l'ordre très juste lorsqu'elle sera ministre de la karchérisation. Après l'appel au calme de mon organisation aux anti-sarko mobilisés au second tour des présidentielles, j'ai bon espoir d'être promu rapidement.

Qui suis-je?

Qui a dit :

« L'UNEF c'est comme un grand "Loft". Tu gagnes si t'es l'dernier éliminé. » ?

- A) Julien Dray
- B) Xavier Karelli
- C) Phillippe Campinchi
- D) un camarade de Démos

Qui a dit :

A propos de la condamnation d'un militant condamné à un mois ferme lors du mouvement anti-cpe, « Je crois en la justice de mon pays . »?

- A) Nicolas Sarkozy
- B) Olivier Spytakis
- C) Benjamin Vételé
- D) Mumia Abu-Jamal

Qui a dit :

A propos de la plainte portée par un camarade de la TUUD contre un autre camarade de la TRS, « Je crois en la justice de mon pays »?

- A) Nicolas Sarkozy
- B) Xavier Karelli
- C) Benjamin Vételé
- D) Alain Juppé

Qui sommes nous ?

Il y a bientôt 15 ans, l'UNEF, ou plutôt l'UNEF-ID, était un syndicat étudiant qui n'avait d'indépendant et de démocratique que le nom. Chaque tendance ou sensibilité était ouvertement rattachée à un parti ou à un courant politique. DEMOS n'échappait pas à la règle, c'était la sensibilité des « fabiusiens ».

En 1992, tout bascule. La majorité explose et dans un bruit de tonnerre ceux qui la quittent, autoproclamés Tendance Indépendance et Démocratie, dénoncent l'absence d'indépendance politique, le scandaleux système des mandats et même le financement occulte de la MNEF. Au congrès de 94, alors que DEMOS a rejoint la TID, nous prenons la direction du syndicat qui change de majorité pour la première fois de son histoire. Ce jour-là nous quittons définitivement Fabius pour ne nous consacrer qu'au syndicalisme étudiant autour des thèmes qui nous sont chers : l'assurance d'un cadre laïc pour nos études, la construction d'un front étudiant européen, l'égalité face à l'allocation d'étude.

Nous appartenons à une majorité construite en oppositions à ceux qui hier, devenus militants politiques professionnels, avaient oublié leur responsabilité première de syndicalistes étudiants. En phase avec son milieu, aujourd'hui plus que jamais DEMOS reste attachée à cette indépendance qui la caractérise. Nous ne sommes que des étudiants, il n'y a pas parmi nous de professionnels du syndicalisme.

Face à ce vent de division que souffle le libéralisme sur notre société, la défense de l'universel reste d'actualité : la laïcité est le premier de nos combats. Éclectique, ouverte presque mosaïque, notre sensibilité continue, en toute indépendance, à poursuivre son combat primordial pour une université laïque, miroir d'une société métissée.

demosunef.wordpress.com

demosunef@hotmail.fr

Rouen : Anaïs 0679895429

Le Havre : Rodrigue : 0617591618

Paris : Julien 0615097410

Paris/Province/Reste du Monde : Guillaume 0615825741 ou Nathalie 0624847473